

stage sur l'histoire de la FSU : Dinard juin 2007

La FSU Bretagne a organisé à Dinard, en juin 2007, un stage sur l'histoire de la FSU. Fernand Etiemble a fait une intervention sur la spécificité de la naissance de la Fédération en Bretagne.

Fernand Etiemble est professeur d'histoire géographie, militant de la FEN puis de la FSU, il a été plusieurs années secrétaire général de la section académique du SNES.

Vous trouverez ci-dessous le texte de sa contribution. Elle est, aussi, en fichier joint pour faciliter l'impression.

DE LA FEN A LA FSU DANS UNE REGION PARTICULIERE : LA BRETAGNE

Etalée sur deux ans, du printemps 1991 à celui de 1993, la crise qui devait conduire à l'éclatement de la FEN et à la naissance de la FSU a connu deux dimensions complémentaires, mais différentes : au plan national, l'affrontement engagé et voulu par l'Exécutif Fédéral National de la FEN contre ses syndicats du second degré (SNES, SNEP, SNETAA) ; dans les académies et départements, la transposition de cette confrontation se doublait d'un autre problème, là où les adhérents de la FEN s'étaient donné une orientation et des directions syndicales opposées à celles de la majorité fédérale.

LA FEN EN BRETAGNE : UNE SITUATION ORIGINALE

A cet égard, le cas de la région Bretagne (académie de Rennes) revêtait une forte particularité : l'ensemble des 4 sections départementales de la FEN (22-29-35-56), de même que les 4 sections du SNI-PEGC (principale composante de la FEN en nombre d'adhérents) avait, depuis une période relativement importante une orientation majoritaire et donc des secrétariats départementaux impulsés par les militants du courant « Unité et Action ». Cette convergence d'orientation, entre les 4 SD FEN, entre celles-ci et les sections départementales ou/et académiques de la plupart des syndicats nationaux, et particulièrement entre les deux principaux (SNIPEGC et SNES), avait favorisé l'affirmation d'une vraie vie fédérale, surtout à partir des années 1980. Fédéralisme vécu non seulement dans le cadre statutaire des sections départementales mais aussi de plus en plus sur un plan régional, dans le cadre de la coordination académique « FEN - Bretagne », dont le rôle, impulsé par Jean-Yves Jaouen, s'était accru dans de nombreux domaines : représentation de la FEN au Comité Economique et Social Régional, coordination de la représentation des syndicats nationaux dans les organismes paritaires et de concertation académiques, mise en place de l'IUFM Bretagne...

Par conséquent, les événements de cette période 1991-93 se greffent sur un contexte fédéral particulier dans la région, dans la mesure où les responsables départementaux et académiques de la FEN y sont à la fois :

- en charge des responsabilités fédérales
- porteurs d'une autre vision et d'une autre pratique du fédéralisme que celles de la direction nationale.

Cela entraîne chez ces militants un rapport plus complexe à la FEN comme entité « en soi » que celui que pouvait alors avoir un syndicat comme le SNES : tout aussi critiques, dans le cadre du système de tendances, à l'égard de la direction nationale « UID », ils n'en incarnent pas moins (« ici et maintenant ! ») la légitimité fédérale, ne manquant pas au besoin de rappeler l'existence et l'importance de la FEN aux syndicats nationaux. Aussi, leur état d'esprit n'est pas à la rupture vis-à-vis de la FEN ; leur posture serait plutôt pensée alors comme celle de « précurseurs » d'une « FEN idéale », renouée, qui n'est ni la « FEN bis » que dénonce alors la direction nationale, ni déjà une « petite FSU » avant l'heure !

C'est ainsi qu'en retrouvant les prises de positions, les décisions, les expressions, soit de la coordination FEN - Bretagne, soit de la section départementale FEN d'Ille et Vilaine (les deux échelles de la présente contribution), au cours de cette période de crise au sein de la Fédération, on est frappé par le lien constant entre les problèmes internes, la vie fédérale au plan départemental et régional, et l'action syndicale.

« ARRÊTONS CETTE FOLIE ! »

Le responsable de la coordination académique FEN - Bretagne , Jean-Yves Jaouen, soulignait ainsi dans le compte-rendu d'une réunion à Brest le 28 mars 1991, que « cette mobilisation aussi massive que possible dans l'action...est le meilleur atout pour gagner la bataille du Congrès extraordinaire, mettre en échec les projets de restructuration - recomposition de la direction nationale, et préserver notre outil syndical unitaire ».

Avant le CFN prévu le 8 avril 1992 (tenu le 6 mai), le coordinateur académique de la FEN -Bretagne faisait une déclaration publique (27/3/1992) en appelant « à tous les adhérents,quels que soient leur syndicat et leur orientation. Arrêtons cette folie -s'insurgeait-il-. Au sein de la FEN Bretagne, nous avons toujours su gérer correctement les différences, qui sont normales dans une organisation de masse : chaque syndicat a toujours eu, dans les organismes internes comme dans les instances officielles, la place que lui donnaient son champ de compétence et ses effectifs ; aucune position fédérale régionale n'a jamais été élaborée sans consultation de tous les syndicats concernés et la recherche des synthèses l'a toujours emporté sur l'affrontement ; l'aide des sections départementales comme de la coordination régionale a toujours été apportée aux syndicats sans discrimination. Une telle FEN ne pourrait-elle pas fonctionner au plan national ?...Je veux croire que nous y parviendrons. Si l'éclatement devait se produire au plan national, nous oeuvrerons pour maintenir en Bretagne un fédéralisme unitaire ».

La FEN - Bretagne et 14 syndicats nationaux réunis le 2 avril 1992 lancèrent un appel académique dans le même sens, qui connut un large écho, notamment dans la presse. Dans la foulée, les syndicats directement concernés par le projet de recomposition fédérale organisaient une consultation de leurs adhérents. Les résultats étaient sans appel : 83,13% des syndiqués du SNIPEGC de l'académie contre la disparition de leur syndicat au profit du nouveau SE-FEN ; et 98,8% des adhérents du SNES, du SNEP, du SNETAA, contre l'abandon de leur syndicat et leur intégration forcée au sein du SE ; soit en tout en Bretagne, 4164 voix (88,6%) des adhérents de la FEN contre l'éclatement et la recomposition, soutenus seulement par 534 voix (11,4%).

LA TRANSFORMATION DE LA FEN VUE D'UNE SECTION DEPARTEMENTALE : de la FEN à la FSU-35

De la même façon, à l'échelle de la section de la FEN d'Ille et Vilaine,à la rentrée 1992, alors que la procédure d'exclusion contre le SNES et le SNEP un moment contrecarrée par une décision judiciaire était relancée par la direction fédérale, en convoquant un Congrès à Créteil le 6 octobre 1992, le Conseil fédéral départemental organisait une consultation générale des syndiqués et un Congrès départemental qui rejetaient massivement (à 89,14%) la décision de considérer la prétendue « cessation d'affiliation » du SNES et du SNEP à la FEN.

La « machine infernale » à exclure forgée par l'Exécutif Fédéral National ayant cependant poursuivi sur sa lancée, avec les « Congrès extraordinaires » de Créteil et de Perpignan en octobre puis en décembre 1992, les sections départementales de Bretagne se trouvaient mises devant le fait accompli, c'est à dire purement et simplement la disparition de la FEN telle qu'elle était depuis 1948, et par conséquent face à la nécessité de faire vivre et d'organiser la vie fédérale dans un nouveau cadre à inventer.

Le CFD réuni le 8 janvier 1993 décidait à l'unanimité des membres présents (les représentants des syndicats exclus de la FEN : SNES, SNEP, SNETAA ; les représentants de la section du SNIPEGC « maintenu » ; ainsi que les représentants de la quasi -totalité des autres syndicats organisés dans le département : SNETAP, SNCS, SNB, SNIES, SNESUP, SNPIUFM, SNIEN) de se constituer en « Comité Fédérateur Départemental Unitaire » à l'instar des « Comités de Liaison Unitaires lancés au plan national, et de s'engager dans la construction d'une nouvelle Fédération . Celle-ci allait naître officiellement à Mâcon fin mars 1993 : la Fédération Syndicale Unitaire.

Dès le 19 avril, la section départementale FSU se constituait avec Marcel Rohel comme secrétaire général. Elle publiait un large appel en direction des personnels intitulé : « FSU : un nouveau fédéralisme, un nouvel espoir ».

A l'échelle académique, le 22 avril 1993, se tenait la réunion d'installation du Conseil Régional de Coordination de la FSU - Bretagne. Prolongeant l'ex FEN - Bretagne, elle n'en était pas pour autant un simple clonage puisque, dans le nouvel esprit FSU, elle était ouverte à la fois aux représentants des 4 sections départementales, des syndicats nationaux, et des courants de pensée (UA - EE - Autrement) impliqués localement dans la naissance de la FSU.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

De ce (bref et forcément limité) réexamen de la façon dont, à l'échelle de la coordination académique comme à celle de la section d'Ille et Vilaine, la FEN en Bretagne a abordé, vécu et traversé la période de « turbulences » au sein de la Fédération, se dégagent quelques données fortes et certaines interrogations qui peuvent être autant de pistes pour la suite de la réflexion :

→ les rapports de forces internes à la FEN en Bretagne étaient tels que l'opération de recomposition initié par la direction nationale n'y a suscité aucun soutien significatif, mais simplement le relais du « discours officiel » par une très infime minorité (très en deçà même de l'audience habituelle du courant « UID ») ne cherchant plus à convaincre.

→ Le terme de « scission » de la FEN est donc particulièrement inapproprié pour qualifier l'issue des événements en Bretagne. Il s'est plutôt agi d'une transformation de la FEN en FSU, avec une continuité d'orientation et des équipes militantes et dirigeantes.

→ Pour autant, cette transformation n'était pas inscrite à l'avance : elle n'a pas été voulue par les responsables départementaux et académiques, ni jugée souhaitable, ni même inéluctable tant que le « point de non-retour » n'a pas été franchi par la direction nationale ; par conséquent, par delà la continuité d'orientation et des directions syndicales de la FEN à la FSU en Bretagne, le changement n'en a pas moins été d'abord vécu comme un réel traumatisme ; continuité, certes, mais aussi vraie mutation d'optique et de pratique, le « nouveau fédéralisme » revendiqué et en germe auparavant, s'imposant dans l'urgence pour créer et faire vivre la nouvelle FSU.

→ La dimension régionale particulière des conditions et modalités de naissance de la FSU en Bretagne mériterait d'élargir la perspective en amont de la période 1991-93, en recherchant dans quelle mesure l'originalité de ce que fut la FEN en Bretagne serait à mettre en relation avec des caractéristiques spécifiques du « paysage éducatif breton » : l'investissement quasi passionnel de la population pour l'Ecole ; la prégnance de la « question laïque » et du dualisme scolaire privé/public ; la place éminente de l'Ecole, de ses personnels et usagers, de leurs organisations, dans la vie et les luttes sociales de la région ; le rapport au territoire, à une région dotée d'une identité forte.

Est-ce en effet un hasard si la coordination fédérale régionale s'est toujours intitulée, non pas « de l'académie de Rennes » mais successivement « FEN Bretagne » puis « FSU Bretagne » ?...

Fernand ETIEMBLE